

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

SÉRIE A — N° 8

RECUEIL DES ARRÊTS

AFFAIRE RELATIVE A LA DÉNONCIATION DU
TRAITÉ SINO-BELGE DU 2 NOVEMBRE 1865

ORDONNANCES DES 8 JANVIER, 15 FÉVRIER
ET 18 JUIN 1927

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT
OF INTERNATIONAL JUSTICE.

SERIES A. — No. 8

COLLECTION OF JUDGMENTS

DENUNCIATION OF THE TREATY
OF NOVEMBER 2nd, 1865, BETWEEN CHINA
AND BELGIUM.

ORDERS OF JANUARY 8th, FEBRUARY 15th AND
JUNE 18th, 1927.

Société d'Éditions
A. W. Sijthoff
Leyde



A. W. Sijthoff's
Publishing Company
Leyden

REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

ADRESSÉE AU GREFFE DE LA COUR, CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 40
DU STATUT, PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA LÉGATION DE BELGIQUE
A LA HAYE, LE 25 NOVEMBRE 1926.

DÉNONCIATION DU TRAITÉ SINO-BELGE DU 2 NOVEMBRE 1865

*A Monsieur le Président et à Messieurs les Juges de la Cour
permanente de Justice internationale.*

Le soussigné, dûment autorisé par le GOUVERNEMENT BELGE,

Vu l'article 46 du Traité conclu à Pékin le 2 novembre 1865
entre la Belgique et la Chine,

Vu les déclarations d'adhésion de la Belgique et de la Chine à la
disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour ;

Vu l'article 40 du Statut et l'article 35, alinéa 2, du Règlement de
ladite Cour ;

A l'honneur de vous adresser la Requête suivante :

Aux termes de l'article 46 dudit Traité, du 2 novembre 1865, entré
en vigueur lors de l'échange des ratifications le 27 octobre 1866 :

« Si dorénavant le Gouvernement de Sa Majesté le roi des
Belges jugeait utile d'apporter des modifications à quelques-
unes des clauses du présent Traité, il sera libre à cet effet
d'ouvrir des négociations après un intervalle de dix années
révolues à partir du jour de l'échange des ratifications, mais il
faut que, six mois avant l'expiration des dix années, il fasse
connaître officiellement au Gouvernement de Sa Majesté l'empereur
de Chine son intention d'apporter des modifications et en
quoi elles consisteront. A défaut de cette annonce officielle, le
Traité restera en vigueur sans changement pour un nouveau
terme de dix années et ainsi de suite de dix en dix années. »

Le Gouvernement chinois a prétendu dénoncer le Traité à l'expira-
tion de la présente période décennale qui vient de se terminer, et,

APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS

ADDRESSED TO THE REGISTRAR OF THE COURT, IN CONFORMITY WITH ARTICLE 40 OF THE STATUTE, THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE BELGIAN LEGATION AT THE HAGUE, ON NOVEMBER 25th, 1926.

DENUNCIATION OF THE TREATY OF NOVEMBER 2nd, 1865,
BETWEEN CHINA AND BELGIUM.

[*Translated by the Registry.*]

To the President and Judges of the Permanent Court of International Justice.

The undersigned, being duly authorized by the BELGIAN GOVERNMENT,

Having regard to Article 46 of the Treaty concluded at Peking on November 2nd, 1865, between Belgium and China,

Having regard to the declarations of adherence to the Optional Clause of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court made by Belgium and China ;

Having regard to Article 40 of the Statute and Article 35, paragraph 2, of the Rules of Court ;

Has the honour to submit the following Application :

According to Article 46 of the aforesaid Treaty of November 2nd, 1865, which came into force upon the exchange of ratifications on October 27th, 1866 :

“Should the Government of His Majesty the King of the Belgians in the future consider it advisable to modify certain of the clauses of this Treaty, it shall to this end be at liberty to open negotiations after an interval of ten years from the date of exchange of ratifications, but six months before the expiration of the ten years, it must officially inform the Government of His Majesty the Emperor of China of its intention to introduce modifications and of what such modifications will consist. Failing such official notice, the Treaty will remain in force unchanged for a fresh term of ten years and so on for further periods of ten years.”

The Chinese Government claimed to denounce the Treaty at the expiration of the present ten years' period which has just ended,

le 16 avril 1926, il a notifié au Gouvernement belge qu'il considérait le Traité comme cessant de produire ses effets à partir du 27 octobre 1926.

Le Gouvernement belge, bien que contestant personnellement au Gouvernement chinois le droit de dénonciation unilatérale, se montra néanmoins disposé, tout en maintenant intégralement son point de vue, à envisager de commun accord avec le Gouvernement chinois s'il ne serait pas possible d'arriver à une solution amiable de la question, par la conclusion d'un *modus vivendi*.

Les négociations entreprises à cet effet n'ayant pas abouti, le Gouvernement belge proposa au Gouvernement chinois de soumettre, par voie de compromis, le litige à la Cour permanente de Justice internationale.

Le Gouvernement chinois refusa cette proposition, prit un mandat présidentiel décrétant l'abrogation du Traité de 1865, et édicta des mesures en violation des droits que ce Traité confère à la Belgique et à ses ressortissants.

Le Gouvernement belge se voit forcé, dans ces conditions, de saisir la Cour par voie de requête.

En conséquence, et sous réserve de tous Mémoires, Contre-Mémoires, et en général de tous moyens et preuves à présenter ultérieurement à la Cour :

PLAISE A LA COUR :

Donner acte à la Puissance requérante que pour toutes notifications et communications relatives à la présente affaire, elle élit domicile au siège de la Légation de Belgique à La Haye ;

Notifier la présente Requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement de la République chinoise ;

Dire et juger, tant en l'absence que présence dudit Gouvernement et après tels délais qu'il plaira à la Cour de fixer, qu'il n'appartient pas au Gouvernement de la République chinoise de dénoncer unilatéralement le Traité du 2 novembre 1865 ;

En attendant qu'il soit statué, indiquer toutes mesures conservatoires à prendre pour la sauvegarde des droits qui seraient éventuellement reconnus à la Belgique ou à ses ressortissants.

Le Chargé d'affaires de Belgique a. i. :

(Signé) Comte DE LALAING.

La Haye, le 25 novembre 1926.

and, on April 16th, 1926, it notified the Belgian Government that it regarded the Treaty as ceasing to operate as from October 27th, 1926.

The Belgian Government, though it contended, for its own part, that the Chinese Government did not possess the right of unilateral denunciation, nevertheless showed itself disposed, whilst maintaining its standpoint in its entirety, to consider, in agreement with the Chinese Government, whether it would not be possible to arrive at a friendly settlement of the question by means of the conclusion of a *modus vivendi*.

As the negotiations undertaken for this purpose were unsuccessful, the Belgian Government proposed to the Chinese Government that the dispute should be referred to the Permanent Court of International Justice by means of a special agreement.

The Chinese Government rejected this proposal, issued a presidential decree abrogating the Treaty of 1865, and enacted measures contrary to the rights conferred by this Treaty upon Belgium and her nationals.

The Belgian Government, in these circumstances, finds itself obliged to bring the case before the Court by means of an application.

Accordingly, subject to the subsequent presentation to the Court of any Cases, Counter-Cases and, in general, of any other documents or evidence :

MAY THE COURT BE PLEASED :

To take note that for all notices and communications relating to the present suit, the applicant Power has selected as its address the Belgian Legation at The Hague ;

To give notice of the present Application to the Government of the Chinese Republic, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court ;

To give judgment, whether the aforesaid Government is present or absent, and after such times as the Court may see fit to fix, to the effect that the Government of the Chinese Republic is not entitled unilaterally to denounce the Treaty of November 2nd, 1865 ;

To indicate, pending judgment, any provisional measures to be taken for the preservation of rights which may subsequently be recognized as belonging to Belgium or her nationals.

(Signed) Comte DE LALAING,
Chargé d'affaires de Belgique a. i.

The Hague, November 25th, 1926.

ORDONNANCE

1927.
Le 8 janvier.
Dossier E. c. IX.

RENDUE A LA DATE DU 8 JANVIER 1927.

Le PRÉSIDENT de la COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE,

Vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour ;

Vu l'article 57 du Règlement de la Cour ;

Vu la Requête introductive d'instance datée du 25 novembre 1926 et déposée au Greffe de la Cour par l'intermédiaire du chargé d'affaires a. i. de Belgique à La Haye le 26 novembre 1926 ;

Vu le Mémoire déposé par le Gouvernement belge le 3 janvier 1927 ;

Vu le mandat n° 433 adressé le 6 novembre 1926 par le Président de la République de Chine au ministre des Affaires étrangères de Chine et dont la traduction en anglais a été déposée au Greffe par le Gouvernement belge le 14 décembre 1926 ;

Vu le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Pékin le 2 novembre 1865 entre la Belgique et la Chine, et dont copie est jointe audit Mémoire du Gouvernement belge ;

Vu le Rapport de la Commission de l'exterritorialité en Chine constituée en vertu de la Résolution V, adoptée le 10 décembre 1921 par la Conférence du désarmement de Washington, Rapport également joint, en copie, au Mémoire du Gouvernement belge ;

Attendu que c'est le Gouvernement de Chine qui a déclaré que le Traité précité a cessé de produire ses effets, le Gouvernement de Belgique se plaçant, au contraire, au point de vue qu'il reste en vigueur ; que, par conséquent, la situation garantie par le Traité aux ressortissants chinois résidant en Belgique n'a subi aucune modification, tandis que la situation correspondante des ressortissants belges en Chine a été changée en vertu dudit mandat présidentiel ;

Considérant que l'objet des mesures conservatoires prévues au Statut de la Cour est de sauvegarder les droits de chacun en attendant que la Cour rende sa décision ; qu'en l'espèce, ces droits consistent du régime garanti à la Belgique et aux ressortissants belges en

ORDER

MADE ON JANUARY 8th, 1927.

1927.
January 8th.
File E. c. IX.

The PRESIDENT of the PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE,

Having regard to Articles 41 and 48 of the Court's Statute ;

Having regard to Article 57 of the Rules of Court ;

Having regard to the Application instituting proceedings dated November 25th, 1926, and filed with the Registry of the Court through the intermediary of the Belgian Chargé d'affaires *ad interim* at The Hague on November 26th, 1926 ;

Having regard to the Case filed by the Belgian Government on January 3rd, 1927 ;

Having regard to Order No. 433 addressed on November 6th, 1926, by the President of the Republic of China to the Chinese Minister for Foreign Affairs, an English translation of which was filed with the Registry by the Belgian Government on December 14th, 1926 ;

Having regard to the Treaty of friendship, commerce and navigation concluded at Peking on November 2nd, 1865, between Belgium and China, a copy of which was attached to the said Case filed by the Belgian Government ;

Having regard to the Report of the Commission on Extra-territoriality in China constituted in pursuance to Resolution V adopted at the Conference of Washington on the Limitation of Armaments, December 10th, 1921, of which Report a copy was likewise attached to the Case filed by the Belgian Government ;

Whereas the Chinese Government has declared the aforementioned Treaty to have ceased to be effective, whilst the Belgian Government, on the other hand, maintains that it is still in force, and as, consequently, the situation secured by the Treaty to Chinese nationals resident in Belgium has undergone no modification, whilst the corresponding situation of Belgian nationals in China has been altered in virtue of the abovementioned Presidential Order ;

Whereas the object of the measures of interim protection contemplated by the Statute of the Court is to preserve the respective rights of the Parties, pending the decision of the Court ; and as, in the present case, the rights in question are those reserved to

Chine par le Traité du 2 novembre 1865, en dehors du régime du droit commun ;

Considérant, d'un autre côté, que la Belgique et la Chine ont signé et ratifié le Protocole de signature du 16 décembre 1920 relatif à l'acceptation du Statut de la Cour ;

que ces deux Puissances ont déclaré reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour ; que la litt. *d*) de cet alinéa vise les différends d'ordre juridique ayant pour objet la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international ;

que, cependant, la violation éventuelle, rendue possible par la situation résultant de la promulgation du mandat présidentiel chinois précité, de certains des droits que posséderaient, en Chine, la Belgique ou ses ressortissants si le Traité du 2 novembre 1865 était reconnu comme continuant à produire ses effets, ne saurait être réparée moyennant le versement d'une simple indemnité ou par une autre prestation matérielle ;

Considérant, dès lors, que le but des mesures conservatoires à indiquer en l'espèce doit être d'éviter que préjudice soit porté à des droits de cette nature ;

Indique, à titre provisoire, en attendant l'arrêt définitif que la Cour rendra en l'affaire visée par la Requête du 25 novembre 1926, soit pour décliner sa propre compétence, soit pour statuer sur le fond, et sous réserve de toute modification qu'il pourra être jugé utile d'apporter ultérieurement à la présente Ordonnance, que la protection que le mandat présidentiel précité du 6 novembre 1926 déclare accorder, conformément aux règles et usages du droit international, à la Légation et aux consulats de Belgique, ainsi qu'aux ressortissants, propriétés et navires belges en Chine, devrait comprendre :

I. — *En ce qui concerne les ressortissants :*

1) le droit, pour tout Belge qui aurait perdu son passeport ou qui aurait commis quelque attentat contre les lois, d'être reconduit avec toute sécurité au consulat belge le plus voisin (cf. Traité du 2 novembre 1865, article 10) ;

2) la protection efficace des missionnaires belges qui se seront rendus pacifiquement dans l'intérieur du pays ; et, en général, la

Belgium and to Belgian nationals in China, by the Treaty of November 2nd, 1865, in addition to those resulting from non-treaty law ;

Whereas, on the other hand, Belgium and China have signed and ratified the Protocol of signature of December 16th, 1920, relating to the adoption of the Statute of the Court ;

as these two Powers have recognized as compulsory the Court's jurisdiction, in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Court's Statute ; and as sub-paragraph (*d*) of this paragraph covers legal disputes concerning the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation ;

as, however, in the event of an infraction—a contingency rendered possible by the situation resulting from the publication of the aforesaid Chinese Presidential Order—of certain of the rights, which Belgium or her nationals would possess in China, if the Treaty of November 2nd, 1865, were recognized as still operative, such infraction could not be made good simply by the payment of an indemnity or by compensation or restitution in some other material form ;

Whereas, this being so, the object of the measures of interim protection to be indicated in the present case must be to prevent any rights of this nature from being prejudiced ;

Indicates provisionally, pending the final decision of the Court in the case submitted by the Application of November 25th, 1926—by which decision the Court will either declare itself to have no jurisdiction or give judgment on the merits—and subject to any modification which it may subsequently be considered desirable to make in the present Order, that the protection which the abovementioned Presidential Order of November 6th, 1926, grants, in accordance with the rules of international law and usage, to the Belgian Legation and consulates and to Belgian nationals, property and ships in China should include the following :

I. — *As regards nationals:*

(1) a right on the part of any Belgian who may have lost his passport or have committed some offence against the law, to be conducted in safety to the nearest Belgian consulate (cf. Treaty of November 2nd, 1865, Article 10) ;

(2) effective protection of Belgian missionaries who have peacefully proceeded to the interior of the country ; and, in general,

protection des Belges contre toute insulte ou violence (cf. Traité du 2 novembre 1865, articles 15 et 17) ;

3) le droit, pour tout Belge qui commettrait un crime contre un Chinois ou tout autre attentat contre les lois, de n'être arrêté qu'à la diligence du consul, ni livré qu'à l'action régulière des lois belges, en ce qui concerne l'exécution d'une peine éventuelle comportant la violence ou la contrainte à la personne (cf. Traité du 2 novembre 1865, article 19) ;

II. — *En ce qui concerne la propriété et les navires :*

la protection contre tout séquestre ou mainmise non conforme aux principes généralement reconnus du droit international, et contre toute destruction non accidentelle (cf. Traité du 2 novembre 1865, article 14) ;

III. — *En ce qui concerne les garanties judiciaires :*

le droit, pour les personnes physiques et morales belges, de voir juger les procès auxquels elles pourraient se trouver être parties en cause devant les juridictions chinoises, par les cours modernes, d'après les codes modernes (cours et codes visés par le délégué de Chine dans sa déclaration du 25 novembre 1921 devant la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient de la Conférence du désarmement de Washington et indiqués dans le Rapport susmentionné de la Commission de l'exterritorialité en Chine), avec le droit d'appel, d'accord avec la procédure légale régulière et avec l'assistance d'avocats et interprètes de leur choix, dûment agréés par lesdites cours.

Fait à La Haye, le huit janvier mil neuf cent vingt-sept, en quatre exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de Chine, au Gouvernement de Belgique et au Conseil de la Société des Nations.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

protection of Belgians against any insult or violence (cf. Treaty of November 2nd, 1865, Articles 15 and 17) ;

(3) a right on the part of any Belgian who may commit a crime against a Chinese or any other offence against the law, not to be arrested except through a consul, nor to be subjected, as regards the execution of any penalty involving personal violence or duress, to any except the regular action of Belgian law (cf. Treaty of November 2nd, 1865, Article 19) ;

II. — *As regards property and shipping :*

protection against any sequestration or seizure not in accordance with the generally accepted principles of international law and against any destruction other than accidental (cf. Treaty of November 2nd, 1865, Article 14) ;

III. — *As regards judicial safeguards :*

a right on the part of physical and moral persons of Belgian nationality to have any legal proceedings to which they may be parties before Chinese authorities heard by the modern courts, in conformity with the modern codes of Law (the courts and codes mentioned by the Chinese delegate in his statement of November 25th, 1921, before the Commission for the Pacific and Far East of the Washington Conference and referred to in the abovementioned Report of the Commission on Extra-territoriality in China), with right of appeal, in accordance with the regular legal procedure and with the assistance of advocates and interpreters chosen by them and duly approved by the said courts.

Done at The Hague, this eighth day of January, nineteen hundred and twenty-seven, in four copies, one of which shall be deposited in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of China, the Government of Belgium and the Council of the League of Nations respectively.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.